RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

L'économie connaît une reprise vigoureuse, tirée par les exportations nettes, mais la demande intérieure demeure plus faible. En 2011, l'assainissement budgétaire et le léger ralentissement de la demande des principaux partenaires commerciaux de la Slovaquie devraient freiner quelque peu la croissance, qui devrait s'établir aux alentours de 3.5 %. L'augmentation du PIB en volume devrait repartir à la hausse en 2012, sur fond d'amélioration progressive de la situation du marché du travail.

Le déficit budgétaire s'est établi à 8 % du PIB en 2009 et devrait se creuser encore un peu en 2010, de sorte que la dégradation du solde budgétaire devrait être nettement plus marquée que prévu. Le gouvernement projette à juste titre de mettre en œuvre des mesures d'assainissement des finances publiques, intégrées dans ces prévisions, représentant environ 2½ pour cent l'année prochaine, et de ramener le déficit à moins de 3 % en 2013. Il faudrait réformer le système public de retraites pour assurer viabilité des finances publiques à long terme.

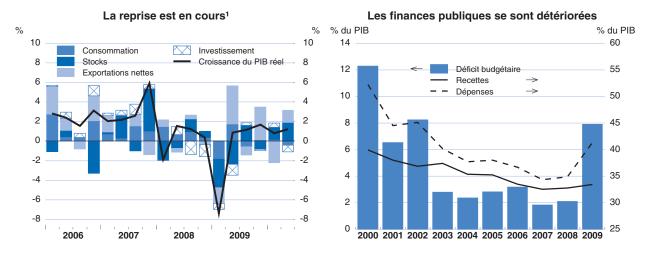
La reprise se poursuit à un rythme soutenu ...

Après avoir fortement reculé jusqu'au début de 2009, l'activité économique s'est renforcée. La reprise a été essentiellement tirée par les exportations, du fait du dynamisme de la demande extérieure, et par la formation de stocks. Par contre, au deuxième trimestre, la formation de capital fixe a nettement baissé et la consommation privée a encore fléchi, malgré un certain redressement de l'emploi. La consommation publique a soutenu la croissance au premier trimestre, mais a sensiblement diminué ensuite. L'inflation globale est demeurée faible, aux alentours de 1 %, tandis que l'inflation sous-jacente s'est stabilisée après avoir fortement reculé en 2009.

... mais les perspectives à court terme sont mitigées

Les indicateurs mensuels sont contrastés et laissent entrevoir un ralentissement de la reprise. La production industrielle a faibli ces derniers mois, et les indicateurs de confiance des entreprises se sont

République slovaque



1. Contribution à la croissance du PIB réel.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, \mathbf{n}^0 88.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932353469

République slovaque : Demande, production et prix

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	34.5	6.0	-0.7	-0.1	0.4	3.3
Consommation publique	10.6	5.3	2.8	1.6	-3.7	1.0
Formation brute de capital fixe	16.1	1.8	-10.5	-0.7	6.1	6.9
Demande intérieure finale	61.2	4.8	-2.5	0.1	0.9	3.7
Variation des stocks ¹	1.0	1.3	-3.4	2.4	0.5	0.0
Demande intérieure totale	62.2	6.0	-5.8	2.6	1.3	3.7
Exportations de biens et services	53.4	3.2	-16.5	14.1	9.9	6.9
Importations de biens et services	54.0	3.1	-17.6	11.6	7.0	6.1
Exportations nettes ¹	- 0.6	0.1	1.3	1.7	2.4	0.8
PIB aux prix du marché	61.5	6.2	-4.7	4.1	3.5	4.4
Déflateur du PIB	_	2.9	-1.2	0.1	2.2	2.3
Pour mémoire						
Prix à la consommation harmonisé (indice)	_	3.9	0.9	0.8	3.4	2.9
Déflateur de la consommation privée	_	4.5	1.0	0.4	3.3	2.9
Taux de chômage	_	9.5	12.1	14.1	13.4	12.5
Solde des administrations publiques ²	_	-2.1	-7.9	-8.0	-5.2	-4.0
Balance des opérations courantes ²	_	-6.5	-3.2	-3.1	-0.9	-0.3

Note: Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes, (http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, nº 88.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932355217

stabilisés après s'être sensiblement améliorés. Le recul des ventes au détail se poursuit, mais à un rythme plus lent, la confiance des consommateurs s'étant dégradée depuis le début de l'année. Le taux de chômage a reflué quelque peu au deuxième trimestre après avoir augmenté de près de 5 points de pourcentage depuis la fin de 2008. Néanmoins, des données récentes laissent augurer une stabilisation, et non une poursuite de l'amélioration, de la situation du marché du travail. En outre, l'incidence du chômage de longue durée pourrait augmenter encore en raison d'effets d'hystérèse.

Les mesures d'assainissement budgétaire pèseront sur la demande intérieure Le déficit des administrations publiques devrait se hisser aux environs de 8 % du PIB cette année, à la fois en raison des pertes de recettes et des mesures d'assainissement des finances publiques. Le nouveau gouvernement sorti des urnes entend mettre en œuvre un ambitieux programme d'assainissement budgétaire pour abaisser le déficit de 2½ points de PIB en 2011, en réduisant les dépenses publiques et en augmentant les recettes, notamment via une hausse du taux standard de la TVA. Pour les années suivantes, le gouvernement a annoncé une réduction moins prononcée du déficit (1 % du PIB en 2012) en vue d'atteindre progressivement un objectif de déficit fixé à 2.9 % du PIB en 2013. Les prévisions de l'OCDE reposent sur l'hypothèse que ces efforts d'assainissement se concrétiseront et que, aucune mesure spécifique

Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

^{2.} En pourcentage du PIB.

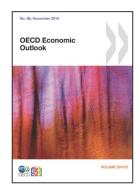
n'ayant été annoncée pour 2012, les coupes dans les dépenses publiques seront poursuivies jusqu'à atteindre l'objectif fixé par les autorités. Ces actions devraient ramener le déficit budgétaire aux alentours de 5¼ pour cent du PIB en 2011 et de 4 % en 2012, mais elles risquent également d'avoir un impact négatif sur la demande intérieure. La hausse prévue des impôts indirects pourrait notamment freiner la croissance de la consommation privée en 2011, en particulier si les ménages choisissaient de procéder à leurs achats par anticipation en 2010. De plus, les coupes prévues dans la consommation publique réduiront directement la demande intérieure.

La reprise sera d'abord tirée par les exportations

Le taux de croissance pourrait atteindre environ 4 % en 2010, cette expansion étant principalement alimentée par des exportations très dynamiques et, dans une moindre mesure, par une hausse de la consommation, les ménages anticipant l'alourdissement de la fiscalité indirecte en 2011. Malgré un renforcement de la formation brute de capital fixe lié à la construction d'autoroutes et à de nouveaux investissements directs étrangers au cours de la période considérée, l'expansion économique devrait ralentir en 2011, compte tenu du tassement de la croissance de la demande intérieure et étrangère. La croissance du PIB restera fortement tributaire des exportations. Les parts de marché perdues à l'exportation pendant la crise seront sans doute regagnées, cela tient à l'absence de risque de change et au renforcement de l'intégration financière liés à l'appartenance de la Slovaquie à la zone euro, qui soutient les entrées d'IDE. De plus, la progression modérée des salaires en raison du niveau élevé du chômage jouera également un rôle. En 2012, la croissance du PIB devrait atteindre environ 4.5 %, la consommation privée se renforçant sensiblement, notamment grâce à l'amélioration de la situation du marché du travail et à une baisse progressive du taux d'épargne.

Les risques sont globalement équilibrés

Les risques qui entourent ces prévisions sont globalement équilibrés et tiennent essentiellement aux perspectives de croissance future chez les principaux partenaires commerciaux de la Slovaquie, ainsi qu'à l'effet des mesures d'assainissement budgétaire prévues sur la demande intérieure.



Extrait de:

OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Slovak Republic : (French version) », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-32-fr

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation.

